

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009350]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseil en économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseil en économie sociale, les articles 4, 6, 8, 9, alinéa 1^{er}, 3^o, d), 8^o et 9^o, et alinéas 2 à 5, 10, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3, alinéa 1^{er}, et 4, alinéa 1^{er}, 11, 12, 13, alinéa 2, 14, 15, 16, 17, 18, § 2, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 1^{er}, 21, alinéa 1^{er}, 24, 25, alinéa 1^{er}, 26, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, alinéa 3, et 3, alinéa 2, et 33, alinéa 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2023 et le 22 avril 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 et le 25 avril 2024 ;

Vu le rapport du 25 mars 2023 établi en application de l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu l'avis de Wallonie Finances Expertises, donné 28 juillet 2023 ;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Économie sociale, donnée le 20 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État, sous le numéro 76.279/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de Wallonie Entreprendre, donné le 22 août 2023 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 septembre 2023 ;

Considérant que la non-rétroactivité des arrêtés est de règle ; qu'elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative ; qu'en l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseil en économie sociale autorise le Gouvernement à prévoir une rétroactivité des dispositions liées au subventionnement et à l'agrément ;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ; qu'elle est également admise dès lors qu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi que le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseil en économie sociale est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2024 ; qu'afin de permettre aux agences-conseil en économie sociale de continuer leurs missions, il convient de mettre en œuvre au plus tôt les mesures d'exécution du décret ;

Considérant que l'adoption en l'espèce de dispositions rétroactives aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des administrés en conférant une base légale complète ; que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie ; qu'il est nécessaire de veiller à ce qu'il n'y ait pas de rupture de la réforme du dispositif relatif aux agences-conseil en économie sociale ; qu'il convient notamment de veiller à ce que les services administratifs compétents reçoivent les habilitations nécessaires à leur fonctionnement ; dès lors, au vu de ce qui précède, que la rétroactivité au 1^{er} janvier 2024, prévue dans les dispositions finales du présent arrêté, se justifie ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Économie sociale ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret du 13 décembre 2023 : le décret du 13 décembre 2023 relatif aux agences-conseil en économie sociale ;

2^o le ministre : le Ministre qui a l'économie sociale dans ses attributions ;

3^o l'administration : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche, Direction de l'Économie sociale du Département du Développement économique.

Art. 2. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours. Le délai commence à courir à partir du lendemain du jour de l'acte. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant. Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais.

CHAPITRE 2. — Agrément

Art. 3. § 1^{er}. Le porteur de projet introduit la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément auprès de l'administration.

La demande est signée par au moins une personne qui peut engager la demanderesse.

§ 2. La demande d'agrément est accompagnée d'un dossier qui comprend :

1^o une copie des statuts coordonnés de l'A.C.E.S. ;

2^o une description argumentée du projet d'économie sociale que l'A.C.E.S. compte mettre en œuvre ;

3^o une description argumentée des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation du projet ;

4° la preuve de l'expérience en économie sociale de minimum deux conseillers de l'A.C.E.S. concernant au minimum trois compétences parmi les suivantes :

- a) la gestion d'entreprise ;
- b) la finance ;
- c) la comptabilité ;
- d) le droit des sociétés et des associations ;
- e) la stratégie en entreprise ;
- f) la gouvernance participative ;
- g) la gestion de projets ;
- h) la gestion administrative ;
- i) la gestion des ressources humaines ;
- j) l'accompagnement et le coaching en entrepreneuriat social ;

5° un plan financier détaillé pour l'année civile en cours et un plan financier portant sur les six années à venir ;

6° le plan d'action triennal visé à l'article 16 du décret du 13 décembre 2023 ;

7° la preuve de la gestion d'au moins cinq dossiers d'accompagnement et cinq dossiers de diagnostic d'entreprises d'économie sociale en lien avec les activités visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 13 décembre 2023 ;

8° une convention de partenariat au minimum avec Wallonie Entreprendre, la ou les associations visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et avec l'incubateur wallon spécialisé en économie sociale ;

9° l'engagement de l'A.C.E.S. à mettre en place un plan de formation continuée des conseillers en matière de gestion et d'entrepreneuriat social au féminin en collaboration avec Wallonie Entreprendre et les opérateurs wallon de formation ;

10° une attestation sur l'honneur dont il ressort que l'A.C.E.S., au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la Sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, quelle qu'en soit la nature ;

11° l'engagement de l'A.C.E.S. à collaborer avec d'autres A.C.E.S. agréées en matière de partage des pratiques professionnelles, d'expertises et d'informations selon les modalités fixées par le ministre ;

12° l'engagement de conclure avec les porteurs de projet une convention fixant les droits et obligations des deux parties et dont le modèle est déterminé par le ministre ;

13° la description de la méthode de calcul visée à l'article 25, § 2, alinéa 1^{er}.

Le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er}, 9°, concerne au moins la gestion des ressources humaines, la comptabilité, le droit, l'économie et la gouvernance.

§ 3. La demande de renouvellement d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant :

- 1° les modifications apportées au dossier, visé au paragraphe 2 ;
- 2° le plan d'action triennal, visé à l'article 16 du décret du 13 décembre 2023 ;
- 3° un plan financier détaillé portant sur les six années à venir.

La demande de renouvellement de l'agrément est introduite, par voie électronique, auprès de l'administration entre 8 mois et 5 mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

Art. 4. Le porteur de projet introduit la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément par voie électronique.

Le ministre détermine le modèle :

- 1° de la demande d'agrément ;
- 2° de la demande de renouvellement de l'agrément.

Le ministre peut dispenser la demanderesse de fournir les documents, visés à l'article 3, si les informations qu'ils contiennent peuvent être en possession de l'Administration par le biais de l'accès au registre national, de la Banque carrefour des entreprises ou de la Banque carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'administration envoie à la demanderesse :

- 1° soit, un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet ;
- 2° soit, un avis qui l'invite à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Sur demande motivée de la demanderesse, l'administration peut prolonger le délai, visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, de maximum trente jours. Passé ces délais ou si le dossier demeure incomplet, le dossier est classé sans suite.

§ 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément complet, l'administration envoie ledit dossier à la Commission dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier complet.

La Commission peut demander des compléments d'informations à la demanderesse ou à l'administration.

§ 3. La demanderesse peut solliciter une audition par la Commission, de même que la Commission peut requérir l'audition de la demanderesse.

Dans ce cas, la demanderesse reçoit, par envoi recommandé, dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition, une convocation qui précise les points sur lesquels elle est entendue ainsi que les pièces y afférentes.

Art. 6. La Commission remet son avis au ministre dans les trente jours de la transmission du dossier complet par l'administration.

Ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition, visée à l'article 5, § 2, alinéa 2, ou de demande de complément d'information.

À la demande motivée de la Commission, le ministre peut autoriser la prolongation du délai pour la remise d'avis de la commission.

Art. 7. Le ministre se prononce sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément endéans les deux mois qui suivent la réception du dossier complet par la Commission.

L'administration notifie, par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, à la demanderesse la décision du ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'administration de cette décision. L'administration envoie, pour information, la décision du ministre à la Commission par courrier simple ou par voie électronique.

Art. 8. En cas de cession, scission ou fusion d'une A.C.E.S., le repreneur introduit une demande de reprise d'agrément auprès de l'administration par voie électronique auprès de l'administration.

La demande est signée par au moins une personne qui peut engager l'A.C.E.S. demanderesse.

La demande de reprise d'agrément est accompagnée d'un dossier qui comporte :

- 1° l'analyse de l'intérêt stratégique de la fusion ;
- 2° l'audit général et la valorisation financière des structures concernées ;
- 3° l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la mise en place d'une nouvelle structure ;
- 4° le plan d'actions triennal.

L'administration détermine le modèle de la demande de reprise d'agrément.

La suite de la procédure se déroule conformément aux articles 5 à 7.

CHAPITRE 3. — *Subvention*

Art. 9. Le montant de la subvention de base est fixé à maximum 150.000 euros par an. La subvention de base est octroyée dès que l'A.C.E.S. rencontre les conditions requises à l'article 10 du décret du 13 décembre 2023 et réalise au moins 2.067 heures par an pour des actions prévues dans le plan d'actions.

Dans la limite des crédits disponibles, le ministre octroie la subvention de base destinée à couvrir partiellement les rémunérations et les frais de fonctionnement de minimum deux équivalents temps plein.

Le ministre détermine le modèle des pièces justificatives, les dépenses éligibles, ainsi que leur modalité d'introduction.

Art. 10. Le montant de la subvention complémentaire est fixé à maximum 20.000 euros par an.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est fixé comme suit :

- 1° 10.000 euros s'il s'agit d'une A.C.E.S. agréée qui réalise au minimum dix accompagnements en phase post création ou post-reprise d'entreprise afin de poursuivre l'accompagnement de l'entreprise, l'aider à changer d'échelle ;
- 2° 10.000 euros s'il s'agit d'une A.C.E.S. agréée qui réalise au minimum dix accompagnements à la création ou à la croissance d'entreprises d'économie sociale d'insertion.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, on entend par entreprise d'économie sociale d'insertion :

- 1° l'entreprise d'insertion ;
- 2° l'initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale ;
- 3° l'entreprise de réutilisation.

Art. 11. La liquidation de la subvention de base visée à l'article 10 du décret du 13 décembre 2023 s'effectue comme suit :

1° l'avance de septante-cinq pourcents de la subvention est liquidée sur base d'une déclaration de créance à la notification de l'agrément ;

2° le solde de vingt-cinq pourcents de la subvention est liquidé sur base d'une déclaration de créance, après validation des pièces justificatives et l'approbation du rapport d'activités et du plan d'action.

Le solde de la subvention est liquidé ainsi que, le cas échéant, l'avance de l'année sous réserve des crédits budgétaires disponibles.

Art. 12. Après approbation du rapport d'activité, l'administration effectue annuellement la liquidation de la subvention complémentaire, visée à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023.

Art. 13. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 13, alinéa 2, du décret du 13 décembre 2023, l'Administration calcule comme suit :

- 1° il faut additionner tous les coûts occasionnés par la gestion du service d'intérêt économique général ;
- 2° à cette somme, il faut soustraire les recettes tirées du service d'intérêt économique général, en ce compris toute subvention reçue pour la gestion de ce service ;
- 3° à cette différence, il faut additionner un bénéfice raisonnable qui correspond au taux de rendement du capital qu'exigerait une entreprise moyenne qui s'interroge sur l'opportunité de fournir le service d'intérêt économique général pendant toute la durée du mandat en tenant compte du niveau de risque.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le taux de rendement du capital est défini comme le taux de rendement interne que l'entreprise obtient sur son capital investi pendant la durée du mandat. Le niveau de risque dépend du secteur concerné, du type de service et des caractéristiques de la compensation.

§ 2. Lorsque le résultat de l'opération visée au paragraphe 1^{er} est négatif, l'administration transmet le dossier à la Commission, selon les modalités prévues à l'article 26, et elle récupère la différence, selon les modalités prévues à l'article 31.

CHAPITRE 4. — *Plan d'action*

Art. 14. La demanderesse introduit son plan d'action, par voie électronique, auprès de l'administration.

Le document est signé par au moins une personne qui peut engager la demanderesse.

Le plan d'action détermine les objectifs mesurables et définis dans le temps, les projets, les partenariats ainsi que les résultats attendus. Le ministre en détermine le modèle.

Art. 15. La demanderesse introduit sa demande de renouvellement du plan d'action, par voie électronique, auprès de l'administration, au minimum cinq mois avant l'expiration du plan d'actions en cours.

Le ministre détermine le modèle de renouvellement du plan d'action.

Le plan d'action triennal peut être revu annuellement à la demande de la commission ou du ministre.

Art. 16. § 1^{er}. Dans les quinze jours à dater de la réception du plan d'action, l'administration envoie à la demanderesse :

1° soit, un accusé de réception qui mentionne que le dossier est complet ;

2° soit, un avis qui l'invite à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai, visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours une seule fois à la demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'administration. Passé ces délais, si le dossier demeure incomplet, l'administration le classe sans suite.

§ 2. L'administration envoie le dossier complet à la Commission, qui comprend également son avis, dans les trente jours à dater de la réception du dossier complet.

§ 3. La commission sollicite l'avis de Wallonie Entreprendre concernant la pertinence du plan d'action de l'A.C.E.S. au regard de la cartographie de l'offre de services des acteurs de l'animation économique. Wallonie Entreprendre lui remet son avis dans les trente jours qui suivent la réception de la demande d'avis.

§ 4. La commission peut demander des compléments d'informations sur le plan d'action à la demanderesse ou à l'administration.

La demanderesse peut demander à être auditionnée par la Commission. La Commission peut, elle aussi, requérir l'audition de la demanderesse. Dans ce cas, la demanderesse reçoit dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition une convocation qui précise les points sur lesquels elle est entendue ainsi que les pièces y afférentes.

Art. 17. La Commission remet son avis au ministre dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis de Wallonie Entreprendre.

Ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition, visée à l'article 16, § 4, alinéa 2.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le ministre peut prolonger le délai, visé à l'alinéa 1^{er}, sur demande motivée de la commission.

Art. 18. Le ministre se prononce sur le plan d'action dans les soixante jours qui suivent la réception du dossier complet.

L'administration notifie, par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, à la demanderesse la décision du ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'administration de cette décision. L'administration envoie, pour information, la décision du ministre à la Commission et à Wallonie Entreprendre par courrier simple ou par voie électronique.

Art. 19. Les indicateurs du plan d'action sont :

1° la sensibilisation :

a) le nombre de personnes à sensibiliser ;

b) le nombre d'action de promotion à organiser ;

c) le nombre de campagnes de communication à organiser ou coorganiser ;

2° l'information et orientation :

a) le nombre de porteurs de projets à informer ;

b) le nombre de porteurs de projets à réorienter ;

c) le nombre de partenariats à réaliser ;

3° l'accompagnement :

a) le nombre de diagnostics à effectuer ;

b) le nombre d'accompagnement de type suivi de projet entrepreneurial à réaliser ;

4° la consultance ponctuelle :

a) le nombre d'expertises ponctuelles à effectuer ;

b) le nombre de projets d'accompagnement en innovation sociale et territoriale à réaliser ;

c) le nombre d'outils en matière de gestion d'entreprises d'économie sociale incluant une approche genrée à développer ;

d) le nombre de publications à réaliser.

L'administration définit les indicateurs du plan d'action visés à l'alinéa 1^{er} qui tiennent compte de l'avis consultatif de Wallonie Entreprendre.

CHAPITRE 5. — *Évaluation*

Art. 20. Le ministre détermine le modèle de rapport d'activités annuel, visé à l'article 17 du décret du 13 décembre 2023. Ce rapport d'activités décrit de manière précise les activités de l'A.C.E.S. au cours de l'année écoulée. Cette description porte sur chaque dossier traité.

Chaque type d'accompagnement, diagnostic, suivi, action de sensibilisation, d'information, d'orientation et d'expertise fait l'objet d'un livrable, dont le modèle est déterminé par le ministre. Ce livrable est signé par l'A.C.E.S. et par le porteur de projet accompagné.

La récolte des données des A.C.E.S., soit les indicateurs, livrables et rapports d'activités, est gérée et centralisée, par voie électronique, par l'administration quelles que soient les sources de financement.

Les éléments quantitatifs, qui incluent les données générées, sont :

1° le nombre de porteurs de projet et d'entrepreneurs qui a bénéficié d'une information ou d'une orientation qui inclue l'approche genre et la dimension handstreaming ;

2° le nombre de porteurs de projet et d'entrepreneurs accompagnés incluant l'approche genre et la dimension handstreaming :

a) le nombre de diagnostics ;

b) le nombre d'accompagnement de type suivi de projet entrepreneurial ;

c) le nombre d'expertise ponctuelles ;

3° le nombre de créations d'activités économiques non-délocalisables et leur forme juridique ;

4° le nombre et le type d'entreprises créées ;

5° le nombre d'emplois créés par l'entreprise accompagnée incluant une approche genre ;

6° le taux de création ;

7° le nombre d'action de sensibilisation et le nombre de participants touchés ;

8° le nombre d'outils créés ;

9° le nombre de réorientations ;

10° le nombre de partenariats ;

11° le nombre et le type de coopérateurs ou associés, comprenant les fondateurs, les travailleurs, les investisseurs, y compris les citoyens ;

12° en cas de reprise d'entreprise par les travailleurs, le pourcentage de travailleurs impliqués dans la coopérative ;

13° le montant et le type de capital mobilisé dont :

a) l'épargne citoyenne ;

b) le soutien public

c) le financement privé.

Les éléments qualitatifs sont :

1° la qualité du service sur base des livrables mentionnés à l'alinéa 2 qui tient compte de l'avis de Wallonie Entreprendre et de la méthodologie déterminée par l'administration ;

2° une enquête de satisfaction auprès des services offerts par l'A.C.E.S. selon la méthodologie déterminée par l'administration tenant compte de l'avis de Wallonie Entreprendre ;

3° la nature des partenariats ;

4° le modèle économique soutenu selon secteur d'activités, soit l'économie circulaire, circuits courts, immobilier social, énergie, socio-culturel ;

5° le modèle de gouvernance participative qui inclut une approche genrée et pour l'entreprise reprise, au moment de l'acquisition et en phase post-acquisition.

Le ministre peut compléter les éléments quantitatifs et qualitatifs.

Art. 21. L'A.C.E.S. introduit, chaque année, avant le 30 juin, par voie électronique, le rapport d'activités auprès de l'administration.

Art. 22. Dans les trente jours à dater de la réception du rapport d'activités, l'administration envoie à la demanderesse soit :

1° un accusé de réception qui mentionne que le dossier est complet ;

2° un avis qui l'invite à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai, visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours une seule fois à la demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'administration. Passé ces délais, si le dossier demeure incomplet, le dossier est classé sans suite.

Art. 23. L'administration envoie le dossier complet à la commission, qui comprend également son avis, dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet.

La demanderesse peut demander à être auditionnée par la commission. La commission peut, elle aussi, requérir l'audition de la demanderesse. Dans ce cas, la demanderesse reçoit dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition une convocation qui précise les points sur lesquels elle est entendue ainsi que les pièces y afférentes.

La Commission sollicite l'avis de Wallonie Entreprendre concernant la pertinence du rapport d'activité des A.C.E.S. au regard de la cartographie de l'offre de services des acteurs de l'animation économique, qui lui remet son avis dans les trente jours qui suivent la réception de la demande d'avis. L'avis de Wallonie Entreprendre porte sur la qualité des services sur base des livrables du référentiel des produits d'accompagnement suivant sa propre méthodologie d'évaluation et sur l'impact mesuré par les indicateurs quantitatifs et les indicateurs qualitatifs. L'administration et la commission contrôlent annuellement ces livrables.

La Commission transmet sa décision, qui porte sur la validation du rapport d'activités à l'administration dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis de Wallonie Entreprendre. Ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition, visée à l'alinéa 2.

Art. 24. L'administration notifie la décision du ministre sur l'évaluation de la demanderesse, par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'administration de cette décision.

L'administration envoie, pour information, la décision du ministre à la Commission et à Wallonie Entreprendre par courrier simple ou par voie électronique.

CHAPITRE 6. — *Accompagnement des entreprises*

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque le porteur de projet est une entreprise au sens de l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code de droit économique, l'A.C.E.S. applique les modalités prévues par le présent article, conformément au règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

§ 2. L'A.C.E.S. détermine la méthode qui permet de calculer précisément et préalablement la valeur de l'accompagnement, laquelle est exprimée en équivalent-subvention brut.

L'A.C.E.S. informe le porteur de projet par écrit que l'accompagnement est encadré par le règlement visé au paragraphe 1^{er}, en le citant. Elle mentionne le montant de l'équivalent-subvention brut calculé conformément à l'alinéa 1^{er}.

L'A.C.E.S. demande au porteur de projet une déclaration qui répertorie toute aide de minimis reçue au cours des trois exercices fiscaux précédents et de l'année de l'accompagnement. L'A.C.E.S. transmet l'attestation à l'Administration.

§ 3. Lorsque l'accompagnement aurait pour effet de porter le montant total des aides de minimis octroyé au porteur de projet au-delà du plafond fixé par le règlement visé au paragraphe 1^{er}, l'Administration enjoint, dans un délai de trois jours, l'A.C.E.S. soit de facturer l'accompagnement au prix du marché, soit de le refuser.

À défaut de réaction de l'Administration dans le délai, visé à l'alinéa 1^{er}, l'A.C.E.S. peut entamer l'accompagnement.

§ 4. L'Administration conserve pendant dix ans toutes les informations relatives à l'équivalent-subvention brut permettant de démontrer que les conditions du règlement, visé au paragraphe 1^{er} sont remplies.

CHAPITRE 7. — *Suspension et retrait de l'agrément*

Art. 26. § 1^{er}. Lorsque l'administration constate que l'A.C.E.S. est dans un cas, visé à l'article 20 du décret du 13 décembre 2023, y compris lorsque le calcul, visé à l'article 13, donne un résultat négatif, elle instruit le dossier administratif et saisit la commission.

Lorsque la commission constate, sur base du plan d'actions triennal ou du rapport d'activités de l'A.C.E.S., un manque flagrant d'activités, elle peut s'autosaisir.

§ 2. L'administration informe l'A.C.E.S. de la saisine de la commission. Cette information précise les conditions non-respectées au regard du décret du 13 décembre 2023 et du présent arrêté, indique les conséquences encourues et la possibilité d'avoir accès au dossier administratif. À cette occasion, l'administration invite l'A.C.E.S. à une audition qui a lieu au plus tôt un mois après cette information, devant la commission, au cours de laquelle l'A.C.E.S. ou son avocat peut faire part de ses observations, en y joignant des pièces éventuelles.

La commission remet son avis au ministre, dans un délai de quarante-cinq jours à compter du lendemain de l'audition de l'A.C.E.S.

§ 3. Sur base de l'avis de la commission, le ministre peut suspendre ou retirer l'agrément à l'A.C.E.S. dans un délai de soixante jours à compter de l'audition, visée au paragraphe 2.

§ 4. Dans les trente jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait d'agrément, l'administration la notifie à l'A.C.E.S., par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception.

L'administration envoie également la décision à la commission par courrier simple ou par voie électronique.

Art. 27. § 1^{er}. La suspension de l'agrément ne dépasse pas six mois.

§ 2. Lorsque la suspension résulte de la procédure visée à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'A.C.E.S. se met en conformité avec les conditions du décret du 13 décembre 2023 et du présent arrêté mentionnées dans la décision de suspension.

Lorsque la suspension résulte de la procédure visée à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, l'A.C.E.S. introduit :

1^o soit, un plan de redressement ;

2^o soit, une demande de cession, fusion, transfert de branche d'activités ou de reprise avec une autre A.C.E.S.

§ 3. Lorsqu'à l'issue du délai visé au paragraphe 1^{er}, l'A.C.E.S. ne satisfait pas à la condition visée au paragraphe 2, le ministre peut retirer l'agrément.

Art. 28. L'A.C.E.S. peut adresser, par courrier recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, un recours motivé auprès de l'administration dans les trente jours à compter de la réception de la décision de suspension ou de retrait de l'agrément.

Art. 29. La commission envoie le dossier complet à Wallonie Entreprendre, dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier de recours complet. Wallonie Entreprendre en accuse réception dans les quinze jours et remet un avis au ministre dans les trente jours de la réception du recours. À défaut de respecter ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'A.C.E.S. peut demander à Wallonie Entreprendre d'être entendue.

Le ministre confirme ou infirme sa décision initiale dans les trente jours de la réception de l'avis de Wallonie Entreprendre. Dans les quinze jours de sa réception, l'administration adresse la décision au requérant, par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception.

CHAPITRE 8. — *Suspension, retrait et remboursement de la subvention*

Art. 30. § 1^{er}. Le ministre peut suspendre ou retirer la subvention.

§ 2. L'administration informe l'A.C.E.S. de la saisine de la commission. Cette information précise les conditions non-respectées au regard du décret du 13 décembre 2023 et du présent arrêté, indique les conséquences encourues et la possibilité d'avoir accès au dossier administratif. À cette occasion, l'administration invite l'A.C.E.S. à une audition qui a lieu au plus tôt un mois après cette information, devant la commission, au cours de laquelle l'A.C.E.S. ou son avocat peut faire part de ses observations, en y joignant des pièces éventuelles.

La commission remet son avis au ministre, dans un délai de quarante-cinq jours à compter du lendemain de l'audition de l'A.C.E.S.

§ 3. Sur base de l'avis de la commission, le ministre peut suspendre ou retirer la subvention de l'A.C.E.S. dans un délai de soixante jours à compter de l'audition visée au paragraphe 2.

§ 4. Dans les dix jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait de la subvention, l'administration la notifie à l'A.C.E.S. par envoi recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception.

Art. 31. Conformément aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les subventions indûment liquidées, y-compris lorsque le calcul visé à l'article 13 donne un résultat négatif, sont récupérées par l'administration par toutes voies de droit en ce compris par compensation.

CHAPITRE 9. — *Partenariat*

Art. 32. Le ministre détermine le modèle de convention de partenariat visé à l'article 9, § 1^{er}, 8°, du décret du 13 décembre 2023.

L'A.C.E.S. décrit les partenariats mis en œuvre notamment avec Wallonie Entreprendre, l'incubateur wallon spécialisé en économie sociale et la ou les associations, visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

L'objectif du partenariat vise d'une part, à faciliter l'accès des porteurs de projet ou les entrepreneurs au financement de leur projet et, d'autre part, à mettre en relation les porteurs de projet avec les experts comme les opérateurs d'animation économique et les Centres européens d'entreprise et d'innovation, les fédérations d'entreprises en économie sociale, les Pôles de compétitivité ou encore les centres de recherche universitaire en vue de faciliter leur démarche entrepreneuriale et leur intégration dans des réseaux du monde économique.

CHAPITRE 10. — *W.ALTER*

Art. 33. W.ALTER remet à l'administration, avant le 30 juin de chaque année, le rapport d'activité visé à l'article 25, alinéa 2, du décret du 13 décembre 2023. Ce rapport reprend les éléments suivants :

- 1° les objectifs généraux de W.ALTER ;
- 2° l'évaluation de ses activités durant l'année écoulée en ce compris les missions déléguées octroyées par le Gouvernement à W.ALTER ;
- 3° les moyens dont elle dispose et ceux à mettre en œuvre en fonction de l'évolution de ses activités ;
- 4° l'analyse des partenariats développés notamment avec les A.C.E.S. et l'incubateur à développer pour mener à bien ses activités ;
- 5° les comptes de l'organisme certifiés par un réviseur d'entreprise.

Le rapport fait l'objet d'une présentation annuelle auprès du Gouvernement, de l'administration et de la ou les associations visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

Art. 34. La liquidation de la subvention visée à l'article 25 du décret du 13 décembre 2023 est exécutée selon les modalités suivantes :

- 1° une première tranche de septante-cinq pour cent dès la notification de l'octroi de la subvention ;
- 2° une seconde tranche pour le solde.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, la seconde tranche est liquidée après analyse et validation du bilan des comptes de l'exercice précédent, certifiés par le réviseur, du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport d'activité et sur base d'une déclaration de créance en deux exemplaires pour le 30 juin au plus tard.

CHAPITRE 11. — *Incubateur wallon spécialisé en économie sociale*

Art. 35. § 1^{er}. L'incubateur wallon spécialisé en économie sociale est une plateforme physique et digitale destinée aux acteurs de l'économie sociale, aux porteurs de projets et aux entreprises d'économie sociale en Région wallonne.

§ 2. Le ministre détermine le financement de l'incubateur dans le cadre du contrat de gestion. Ce contrat prévoit une adaptation, chaque année, au moins de janvier, du montant du financement en fonction de l'indice des prix à la consommation, indice santé, visé dans le chapitre II du Titre I^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994. Cette indexation est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Parlement wallon.

Le contrat de gestion prévoit la remise d'un rapport d'activité annuel à l'administration et un plan d'action sur quatre ans qui inclut des indicateurs qualitatifs et quantitatifs dont les modalités pratiques sont fixées par le ministre. Le plan d'action est validé par le ministre.

Le ministre fixe les statuts de l'incubateur.

§ 3. L'offre de service de l'incubateur est co-construite avec les acteurs de l'écosystème, dont les A.C.E.S., l'administration, Wallonie Entreprendre, les fédérations sectorielles d'économie sociale et la ou les associations telles que visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. L'objectif est d'offrir un service harmonisé avec le référentiel de produits et des livrables de Wallonie Entreprendre, complémentaire aux missions des A.C.E.S. et cohérent avec l'écosystème en économie sociale.

Le modèle d'incubateur dispose d'une porte d'entrée digitale unique à portée régionale. Afin de répondre aux besoins locaux et territoriaux, l'offre de service de l'incubateur institutionnel est décentralisée au niveau des provinces wallonnes. Cet essaimage territorial, dont les modalités sont fixées par le ministre dans le contrat de gestion, est piloté par l'incubateur institutionnel en concertation avec l'administration, Wallonie Entreprendre et la ou les associations visées à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 36. En 2024, les différentes échéances de la procédure d'agrément sont établies comme suit :

- 1° les A.C.E.S. agréées en vertu décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale doivent remettre un plan d'actions triennal visé à l'article 16 du décret pour le 30 juin 2024 au plus tard ;
- 2° la commission remet son avis pour le 31 octobre 2024 au plus tard ;
- 3° le ministre prend sa décision sur la demande d'agrément pour le 30 novembre 2024 au plus tard.

Art. 37. Les articles 9 à 13 et les articles 33 à 36 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 38. Le ministre qui a l'économie sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009350]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, de artikelen 4, 6, 8, 9, lid 1, 3^o, *d*), 8^o en 9^o, en leden 2 tot en met 5, 10, §§ 1, lid 1, 3, lid 1, en 4, lid 1, 11, 12, 13, lid 2, 14, 15, 16, 17, 18, § 2, lid 1, 20, lid 1, 21, lid 1, 24, 25, lid 1, 26, §§ 1, lid 1, 2, lid 3, en 3, lid 2, en 33, lid 1 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2023 en 22 april 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2023 en 25 april 2024;

Gelet op het rapport van 25 maart 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het besluit van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen ;

Gelet op het advies van "Wallonie Finances Expertises", uitgebracht op 28 juli 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse raad voor sociale economie), gegeven op 20 september 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.279/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 26 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van Wallonie Entreprendre, gegeven op 22 augustus 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 11 september 2023;

Overwegende dat de niet-terugwerkende kracht van besluiten de regel is maar dat de terugwerkende kracht gerechtvaardigd kan zijn als dit door een wettelijke bepaling wordt toegestaan, en dat bij het ontbreken van een wettelijke machtiging terugwerkende kracht slechts bij uitzondering kan worden toegestaan als dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regeling van een feitelijke of juridische situatie, en op voorwaarde dat de eisen van rechtszekerheid en individuele rechten worden gerespecteerd;

Overwegende dat het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie de Regering machtigt om de bepalingen inzake subsidies en erkenning met terugwerkende kracht in te voeren;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van Administratieve handelingen is toegestaan wanneer dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst en voor de regularisatie van een feitelijke of juridische situatie, op voorwaarde dat de eisen van rechtszekerheid en individuele rechten worden gerespecteerd ; dat het ook toelaatbaar is voor zover het noodzakelijk is voor de uitvoering van de wet dat het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie in werking is getreden op 1 januari 2024; dat, opdat adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie hun opdrachten zouden kunnen voortzetten, de maatregelen voor de uitvoering van het decreet zo snel mogelijk moeten worden uitgevoerd;

Overwegende dat de vaststelling van bepalingen met terugwerkende kracht in dit geval tot gevolg zal hebben dat de rechtszekerheid ten gunste van het publiek wordt versterkt doordat een volledige rechtsgrondslag wordt verschaft; dat de terugwerkende kracht derhalve aan de belanghebbenden ten goede komt en in die zin gerechtvaardigd is; dat het noodzakelijk is ervoor te zorgen dat de hervorming van het stelsel betreffende de adviesbureaus in de sociale economie niet wordt onderbroken; dat het met name noodzakelijk is ervoor te zorgen dat de bevoegde Administratieve diensten de nodige vergunningen voor hun werking ontvangen; dat derhalve, gelet op het voorgaande, terugwerkende kracht tot 1 januari 2024, zoals bepaald in de slotbepalingen van dit besluit, gerechtvaardigd is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o het decreet van 13 december 2023: het decreet van 13 december 2023 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

2° Minister: de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

3° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek, Directie Tewerkstellingsbevordering van het Departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding.

Art. 2. In het kader van dit besluit worden de termijnen in dagen berekend. De termijn gaat in te rekenen van de dag na het verzenden van de akte. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt de vervalddag tot de volgende werkdag verlengd. De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de termijnen.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning*

Art. 3. § 1. De projectdrager dient de aanvraag tot erkenning of tot verlenging van de erkenning bij de Administratie in.

De aanvraag moet worden ondertekend door ten minste één persoon die de verzoekster kan binden.

§ 2. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van een dossier dat hetgeen volgt bevat:

1° een afschrift van de gecoördineerde statuten van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie; ;
2° een beargumenteerde beschrijving van het project voor sociale economie dat het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie wil uitvoeren;

3° een beargumenteerde beschrijving van de menselijke middelen die voor de uitvoering van het project worden gebruikt;

4° het bewijs van ervaring in de sociale economie van minstens twee adviseurs van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie in minstens drie van de volgende domeinen:

- a) het bedrijfsbeheer;
- b) de financiën;
- c) de boekhouding;
- d) het vennootschaps- en verenigingsrecht;
- e) de ondernemingstrategie;
- f) het participatief bestuur;
- g) het projectbeheer;
- h) het Administratief beheer;
- i) het beheer van human resources;
- j) de begeleiding en coaching bij sociaal ondernemerschap ;

5° een gedetailleerd financieel plan voor het lopende kalenderjaar en een financieel plan over de zes toekomstige jaren;

6° het driejarige actieplan bedoeld in artikel 16 van het decreet van 13 december 2023;

7° het bewijs van het beheer van ten minste vijf begeleidingsdossiers en vijf diagnosedossiers voor sociale economiebedrijven in het kader van de activiteiten bedoeld in artikel 9, eerste lid, 3°, van het decreet van 13 december 2023;

8° één partnerschapsovereenkomst met Wallonie Entrepreneurs, de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie en met de Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie;

9° een verbintenis van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie om een permanent opleidingsplan op te zetten voor adviseurs in management en sociaal ondernemerschap voor vrouwen, in samenwerking met Wallonie Entrepreneurs en Waalse opleidingsoperatoren;

10° een beëdigde verklaring waarin staat dat het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie op het moment van de aanvraag geen achterstallige belastingen of achterstallige bijdragen van welke aard ook heeft die geïnd zijn door of namens de de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of een fonds voor bestaanszekerheid;

11° een verbintenis van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie om samen te werken met andere erkende adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie bij het delen van beroepspraktijken, expertise en informatie overeenkomstig de door de Minister vastgelegde modaliteiten;

12° een verbintenis om een overeenkomst af te sluiten met de projectdragers waarin de rechten en plichten van beide partijen worden uiteengezet en waarvan het model wordt bepaald door de Minister;

13° de omschrijving van de in artikel 25, § 2, eerste lid, bedoelde berekeningsmethode.

Het in lid 1, 9°, bedoelde opleidingsplan heeft minstens betrekking op het beheer van de human resources, de boekhouding, het recht, de economie en het bestuur.

§ 3. De aanvraag tot verlenging van de erkenning gaat vergezeld van een dossier dat hetgeen volgt bevat:

1° de wijzigingen die zijn aangebracht in het dossier bedoeld in paragraaf 2;

2° het driejarige actieplan bedoeld in artikel 16 van het decreet van 13 december 2023;

3° een gedetailleerd financieel plan voor de komende zes jaar.

De aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt elektronisch bij de Administratie ingediend tussen 8 en 5 maanden voordat de lopende erkenning verloopt.

Art. 4. De projectdrager dient de aanvraag tot erkenning of tot verlenging van de erkenning elektronisch in.

De Minister bepaalt het model van:

1° de erkenningsaanvraag;

2° van de aanvraag tot verlenging van de erkenning.

De Minister kan de verzoekster vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in artikel 3 als de informatie die ze bevatten in het bezit kunnen zijn van de Administratie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 5. § 1. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag tot toekenning of verlenging van de erkenning, stuurt de Administratie naar de verzoekster hetzij:

- 1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;
- 2° een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dat bericht.

Op gemotiveerd verzoek van de verzoekster kan de Administratie de in het eerste lid, 2°, bedoelde termijn met maximum dertig dagen verlengen. Na afloop van die termijn of als het dossier onvolledig blijft, wordt er geen gevolg gegeven aan het dossier.

§ 2. Zodra de Administratie over een volledige aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning beschikt, stuurt zij deze binnen dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier door naar de Commissie.

De Commissie kan bijkomende inlichtingen vragen aan de verzoekster of aan de Administratie.

§ 3. De verzoekster kan verzoeken om door de Commissie te worden gehoord, net zoals de Commissie kan verzoeken om door de verzoekster te worden gehoord.

In dit geval zal de verzoekster binnen vijftien dagen vóór de hoorzitting een oproeping ontvangen waarin de punten worden vermeld waarover ze gehoord zal worden alsook de desbetreffende stukken.

Art. 6. De Commissie legt haar advies voor aan de Minister binnen 30 dagen na de indiening van het volledige dossier door de Administratie.

Deze termijn kan tot zestig dagen worden verlengd in geval van een hoorzitting als bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, of een verzoek om nadere inlichtingen.

De Minister kan, op gemotiveerd verzoek van de Commissie, een verlenging van de termijn toestaan waarin de Commissie advies zal uitbrengen.

Art. 7. De Minister spreekt zich uit over de aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier door de Commissie.

De Administratie stelt de verzoekster binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing door de Administratie op de hoogte van de beslissing van de Minister per aangetekende post of door elk middel dat een vaste verzend- en ontvangstdatum waarborgt. De Administratie geeft de Commissie kennis, ter informatie, van de beslissing van de Minister bij gewone post of per e-mail.

Art. 8. Bij een overdracht, splitsing of fusie van een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dient de overnemer elektronisch een aanvraag in bij de Administratie voor de overname van de erkenning.

De aanvraag moet worden ondertekend door ten minste één persoon die het aanvragende adviesverlenende agentschap inzake sociale economie kan binden.

De aanvraag tot overname van de erkenning gaat vergezeld van een dossier dat hetgeen volgt bevat :

- 1° de analyse van het strategische belang van de fusie;
- 2° de algemene audit en de financiële valorisatie van de betrokken structuren;
- 3° de analyse van de behoeften en van de bronnen die nodig zijn voor de installatie van een nieuwe structuur.
- 4° het driejarige actieplan.

De Administratie bepaalt het model van de aanvraag tot overname van de erkenning.

Het vervolg van de procedure geschiedt overeenkomstig de artikelen 5 tot 7.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidie*

Art. 9. Het bedrag van de basissubsidie wordt vastgelegd op 150.000 euro per jaar. De basissubsidie wordt toegekend zodra het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie voldoet aan de voorwaarden van artikel 10 van het decreet van 13 december 2023 en ten minste 2.067 uur per jaar besteedt aan de acties die in het actieplan zijn opgenomen.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten zal de Minister een basissubsidie toekennen om de salarissen en werkkosten van ten minste twee voltijdse equivalenten gedeeltelijk te dekken.

De Minister bepaalt het model voor de bewijsstukken, de subsidiabele uitgaven en de manier waarop ze moeten worden ingediend.

Art. 10. Het bedrag van de aanvullende subsidie wordt vastgelegd op 20.000 euro per jaar.

Het in lid 1 bedoelde bedrag wordt vastgesteld als volgt:

1° 10.000 euro als het een erkend adviesverlenend agentschap inzake sociale economie is dat minimaal tien begeleidingen uitvoert in de fase na de oprichting of na de overname om het bedrijf te blijven begeleiden en het te helpen opschalen ;

2° 10.000 als het een erkend adviesverlenend agentschap inzake sociale economie is dat minimaal tien begeleidingen uitvoert voor de oprichting of groei van bedrijven voor sociale inschakelingseconomie.

Voor de toepassing het tweede lid, 2°, wordt verstaan onder "bedrijf voor sociale inschakelingseconomie":

- 1° het inschakelingsbedrijf;
- 2° het "initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatief tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel);
- 3° het hergebruiksbedrijf .

Art. 11. De uitbetaling van de basissubsidie bedoeld in artikel 10 van het decreet van 13 december 2023 gebeurt als volgt:

1° het voorschot van vijfenzeventig procent van de subsidie wordt betaald op basis van een aangifte van schuldvordering bij de melding van de erkenning;

2° het saldo van vijftwintig procent van de subsidie wordt betaald op basis van een aangifte van schuldvordering, na validatie van de bewijsstukken en goedkeuring van het activiteitenverslag en actieplan .

Het saldo van de subsidie wordt betaald en, indien van toepassing, het voorschot voor het jaar, afhankelijk van de beschikbare begrotingskredieten.

Art. 12. Zodra het activiteitenverslag is goedgekeurd, betaalt de Administratie jaarlijks de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 13 december 2023.

Art. 13. § 1. Voor de toepassing van artikel 13, lid 2, van het decreet van 13 december 2023 berekent de Administratie als volgt :

1° alle kosten voor het beheer van de dienst van algemeen economisch belang moeten bij elkaar worden opgeteld;

2° inkomsten uit de dienst van algemeen economisch belang, met inbegrip van eventuele subsidies ontvangen voor het beheer van de dienst, moeten op dit bedrag in mindering worden gebracht;

3° aan dit verschil moet een redelijke winst worden toegevoegd, die overeenstemt met het rendement op kapitaal dat een gemiddeld bedrijf zou eisen wanneer het nagaat of het opportuun is om de dienst van algemeen economisch belang te verlenen voor de volledige duur van het mandaat, rekening houdend met het risiconiveau.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, wordt het rendement op kapitaal gedefinieerd als het interne rendement dat het bedrijf verkrijgt op zijn geïnvesteerde kapitaal tijdens de duur van het mandaat. Het risiconiveau hangt af van de betrokken sector, het soort dienst en de kenmerken van de compensatie.

§ 2. Indien het resultaat van de in paragraaf 1 bedoelde bewerking negatief is, zendt de Administratie het dossier door aan de Commissie volgens de modaliteiten van artikel 26 en vordert zij het verschil terug volgens de modaliteiten van artikel 31.

HOOFDSTUK 4. — Actieplan

Art. 14. De verzoekster dient haar actieplan elektronisch in bij de Administratie.

Het document is ondertekend door ten minste één persoon die de verzoekster kan binden.

Het actieplan bevat meetbare, tijdgebonden doelstellingen, projecten, partnerschappen en verwachte resultaten. De Minister bepaalt het model daarvan

Art. 15. De verzoekster dient haar aanvraag tot hernieuwing van het actieplan ten minste vijf maanden voor het verstrijken van het huidige actieplan elektronisch in bij de Administratie.

De Minister legt een model van hernieuwing van het actieplan vast.

Het driejarige actieplan kan jaarlijks worden herzien op verzoek van de Commissie of de Minister.

Art. 16. § 1. Binnen vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het actieplan richt de Administratie het volgende aan de verzoekster :

1° ofwel een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° ofwel een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dat bericht.

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen één enkele keer worden verlengd, mits een met redenen omklede aanvraag van de verzoekster die door de Administratie moet worden aanvaard. Na afloop van die termijn en als het dossier onvolledig blijft, zal de Administratie het sluiten zonder verdere actie te ondernemen.

§ 2. De Administratie stuurt binnen dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier het volledige dossier naar de Commissie, waarin ook haar advies is opgenomen.

§ 3. De Commissie vraagt de mening van Wallonie Entrepreneurs over de relevantie van het actieplan van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie met betrekking tot het in kaart brengen van de diensten die worden aangeboden door actoren op het gebied van economische ontwikkeling. Wallonie Entrepreneurs brengt advies over binnen dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag.

§ 4. De Commissie kan bijkomende inlichtingen over het actieplan vragen aan de verzoekster of aan de Administratie.

De verzoekster verzoeken om door de Commissie te gehoord te worden. De Commissie kan ook vorderen dat de verzoekster wordt gehoord. In dit geval zal de verzoekster binnen vijftien dagen vóór de hoorzitting een oproeping ontvangen waarin de punten worden vermeld waarover ze gehoord zal worden alsook de desbetreffende stukken.

Art. 17. De Commissie geeft haar advies aan de Minister binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van Wallonie Entrepreneurs.

Deze termijn kan worden verlengd tot zestig dagen in geval van een hoorzitting als bedoeld in artikel 16, § 4, tweede lid.

Onverminderd lid 2 kan de Minister de in lid 1 bedoelde termijn verlengen op een met redenen omkleed verzoek van de Commissie.

Art. 18. De Minister spreekt zich uit het actieplan binnen de zestig dagen die volgen op de ontvangst van het volledig dossier.

De Administratie stelt de verzoekster binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing door de Administratie op de hoogte van de beslissing van de Minister per aangetekende post of door elk middel dat een vaste verzend- en ontvangstdatum waarborgt.

De Administratie stuurt de beslissing van de Minister ter informatie naar de Commissie en Wallonie Entrepreneurs, per post of elektronisch.

Art. 19. De indicatoren van het actieplan zijn :

1° bewustmaking :

a) het aantal personen dat bewust moet worden gemaakt;

b) het aantal te organiseren promotieacties;

c) het aantal communicatiecampagnes dat moet worden georganiseerd of medegeorganiseerd;

2° informatie en begeleiding :

a) het aantal te informeren projectdragers;

- a) het aantal projectdragers dat moet worden doorverwezen;
- c) het aantal te vormen partnerschappen ;
- 3° begeleiding :
 - a) het aantal diagnoses dat moet worden uitgevoerd ;
 - b) het aantal uit te voeren begeleidingssessies voor ondernemersprojecten;
- 4° eenmalige consultancy:
 - a) het aantal gerichte expertises dat moet worden uitgevoerd ;
 - b) het aantal uit te voeren projecten ter ondersteuning van sociale en territoriale innovatie;
- c) het aantal te ontwikkelen hulpmiddelen voor het beheer van sociale economiebedrijven met een genderbenadering;
- d) het aantal te maken publicaties.

De Administratie bepaalt de indicatoren van het actieplan bedoeld in lid 1 die rekening houden met het advies van Wallonie Entrepreneurs.

HOOFDSTUK 5. — *Evaluatie*

Art. 20. De Minister bepaalt het model van het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 17 van het decreet van 13 december 2023. Dat activiteitenverslag beschrijft in detail de activiteiten van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie in het afgelopen jaar. Deze beschrijving verwijst naar elk verwerkt geval.

Voor elk type ondersteuning, diagnose, monitoring, bewustmaking, informatie, begeleiding en expertise is er een deliverable, waarvan het model wordt bepaald door de Minister. Deze deliverable wordt ondertekend door het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie en de begeleide projectdrager.

Het verzamelen van gegevens van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, namelijk de indicatoren, resultaten en activiteitenverslagen, wordt elektronisch beheerd en gecentraliseerd door de Administratie, ongeacht de financieringsbron.

De kwantitatieve elementen, waaronder genderspecifieke gegevens, zijn :

1° het aantal projectdragers en ondernemers dat informatie of begeleiding heeft ontvangen waarin de genderbenadering en de dimensie "handistreaming" zijn opgenomen;

2° het aantal begeleide projectdragers en ondernemers, inclusief de genderbenadering en de dimensie "handistreaming";

a) het aantal diagnoses;

b) het aantal begeleidingssessies voor ondernemersprojecten;

c) het aantal specifieke expertises;

3° het aantal nieuwe niet-lokaliserbare economische activiteiten en hun rechtsvorm;

4° het aantal en type bedrijven dat is opgericht;

5° het aantal banen gecreëerd door het begeleide bedrijf, inclusief een genderbenadering;

6° het creatiepercentage;

7° het aantal sensibiliseringscampagnes en het aantal bereikte deelnemers;

8° het aantal aangemaakte tools;

9° het aantal doorverwijzingen;

10° het aantal partnerschappen;

11° het aantal en de aard van de medewerkers of vennoten, inclusief oprichters, werknemers, investeerders, inclusief burgers;

12° in geval van overname van een bedrijf door de werknemers, het percentage werknemers dat bij de coöperatie betrokken is;

13° het bedrag en de aard van het opgehaalde kapitaal, met inbegrip van :

a) de besparingen door burgers ;

b) de publieke steun;

c) particuliere financiering.

De kwalitatieve elementen zijn :

1° de kwaliteit van de dienstverlening op basis van de in lid 2 vermelde deliverables, rekening houdend met het advies van Wallonie Entrepreneurs en de door de Administratie bepaalde methodologie ;

2° een tevredenheidsenquête over de diensten aangeboden door het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie volgens de methodologie bepaald door de Administratie, rekening houdend met het advies van Wallonie Entrepreneurs;

3° de aard van de partnerschappen;

4° het economisch model ondersteund per activiteitensector, namelijk de kringlooeconomie, kortsluitingen, sociale huisvesting, energie, sociaal-culturele activiteiten, enz;

5° het participatief bestuursmodel, dat een genderspecifieke aanpak omvat voor het overgenomen bedrijf, op het moment van de aankoop en in de fase na de aankoop.

De Minister kan kwantitatieve en kwalitatieve informatie toevoegen.

Art. 21. Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie dient zijn jaarlijkse activiteitenverslag elk jaar tegen 30 juni elektronisch in bij de Administratie.

Art. 22. Binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag richt de Administratie het volgende aan de verzoekster:

1° ofwel een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° ofwel een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dat bericht.

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen één enkele keer worden verlengd, mits een met redenen omklede aanvraag van de verzoekster die door de Administratie moet worden aanvaard. Na afloop van die termijn of als het dossier onvolledig blijft, wordt er geen gevolg gegeven aan het dossier.

Art. 23. De Administratie stuurt binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier het volledige dossier naar de Commissie, waarin ook haar advies is opgenomen.

De verzoekster kan verzoeken om door de Commissie gehoord te worden. De Commissie kan ook vorderen dat de verzoekster wordt gehoord. In dit geval zal de verzoekster binnen vijftien dagen vóór de hoorzitting een oproeping ontvangen waarin de punten worden vermeld waarover ze gehoord zal worden alsook de desbetreffende stukken.

De Commissie wint het advies in van Wallonie Entrepreneurs over de relevantie van het activiteitenverslag van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie met betrekking tot het in kaart brengen van de diensten die worden aangeboden door de actoren van de economische ontwikkeling, die binnen dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag advies uitbrengen. Het advies van Wallonie Entrepreneurs richt zich op de kwaliteit van de diensten op basis van de deliverables van het referentiesysteem voor begeleidingsproducten aan de hand van haar eigen evaluatiemethodologie en op de impact gemeten door de kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren. De Administratie en de Commissie controleren deze deliverables jaarlijks.

De Commissie stuurt haar beslissing die betrekking heeft op de validatie van het activiteitenverslag, naar de Administratie binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van Wallonie Entrepreneurs. Deze termijn kan evenwel op zestig dagen worden gebracht in geval van hoorzitting zoals bedoeld in het tweede lid.

Art. 24. De Administratie deelt de beslissing van de Minister over de beoordeling van de verzoekster mee per aangetekende brief of door elk middel dat een vaste verzend- en ontvangstdatum waarborgt, binnen vijftien dagen na ontvangst door de Administratie van deze beslissing.

De Administratie stuurt de beslissing van de Minister ter informatie naar de Commissie en Wallonie Entrepreneurs, per post of elektronisch.

HOOFDSTUK 6. — *Begeleiding van bedrijven*

Art. 25. § 1. Wanneer de projectdrager een vennootschap is in de zin van artikel I.1, lid 1, 1°, van het Wetboek van economisch recht, past het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie de in dit artikel vastgestelde modaliteiten toe in overeenstemming met Verordening (EU) nr. 2023/2831 van de Commissie van 13 december 2023 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

§ 2. Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie bepaalt de methode om de waarde van de steun vooraf nauwkeurig te berekenen, uitgedrukt als bruto subsidie-equivalent.

Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie informeert de projectdrager schriftelijk dat de begeleiding valt onder de in § 1 bedoelde regelgeving, en citeert deze. Het vermeldt het bedrag van het overeenkomstig lid 1 berekende brutosubsidie-equivalent.

Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie vraagt de projectdrager om een verklaring waarin alle de-minimissteun wordt genoemd die in de voorgaande drie belastingjaren is ontvangen en het jaar van de begeleiding. Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie stuurt het attest naar de Administratie.

§ 3. Wanneer de begeleiding tot gevolg zou hebben dat het totale bedrag van de aan de projectdrager toegekende de-minimissteun het plafond overschrijft dat is vastgesteld bij de in paragraaf 1 bedoelde verordening, geeft de Administratie binnen drie dagen het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie opdracht de steun tegen de marktprijs te factureren of te weigeren.

Indien de Administratie niet reageert binnen de in lid 1 genoemde termijn, kan het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie de begeleiding starten.

§ 4. De Administratie bewaart gedurende tien jaar alle informatie met betrekking tot het brutosubsidie-equivalent aan de hand waarvan kan worden aangetoond dat aan de voorwaarden van de in paragraaf 1 genoemde verordening is voldaan.

HOOFDSTUK 7. — *Opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 26. § 1. Wanneer de Administratie vaststelt dat het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie zich in één van de gevallen bevindt bedoeld in artikel 20 van het decreet van 13 december 2023, inclusief wanneer de in artikel 13 bedoelde berekening een negatief resultaat geeft, onderzoekt ze het Administratief dossier en verwijst ze de zaak door naar de Commissie.

Wanneer de Commissie op basis van het driejarige actieplan of activiteitenverslag van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie een flagrant gebrek aan activiteit constateert, kan zij de zaak in eigen hand nemen.

§ 2. De Administratie stelt het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie op de hoogte van de verwijzing naar de Commissie. Deze informatie specificeert de voorwaarden waaraan niet is voldaan met betrekking tot het decreet van 13 december 2023 en dit besluit, geeft de gevolgen aan en de mogelijkheid om toegang te krijgen tot het administratieve dossier. Bij deze gelegenheid nodigt de Administratie het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie uit voor een hoorzitting, die ten vroegste een maand na deze informatie plaatsvindt, voor de Commissie, tijdens welke het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie of zijn advocaat zijn opmerkingen kan indienen, met bijvoeging van eventuele bewijsstukken.

De Commissie geeft haar advies aan de Minister binnen vijftien dagen na de dag na de hoorzitting van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie.

§ 3. Op basis van het advies van de Commissie kan de Minister binnen zestig dagen na de in § 2 bedoelde hoorzitting de erkenning van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie opschorten of intrekken.

§ 4. Binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing om de erkenning op te schorten of in te trekken, stelt de Administratie het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie daarvan in kennis per aangetekende brief of door elk middel dat een vaste verzend- en ontvangstdatum waarborgt.

De Administratie geeft de Commissie kennis, ter informatie, van de beslissing van de Minister bij gewone post of per e-mail.

Art. 27. § 1. De opschorting van de erkenning mag niet langer dan zes maanden duren.

§ 2. Wanneer de schorsing het gevolg is van de procedure bedoeld in artikel 26, § 1, eerste lid, leeft het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie de in de schorsingsbeslissing bedoelde voorwaarden na van het decreet van 13 december 2023 en van dit besluit.

Wanneer de schorsing voortvloeit uit de procedure bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, dient het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie hetgeen volgt in:

1° ofwel een herstelplan;

2° ofwel een aanvraag om afstand, fusie, overdracht van een activiteitentak of overname met een ander adviesverlenend agentschap inzake sociale economie.

§ 3. Indien het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie aan het einde van de in § 1 bedoelde termijn niet voldoet aan de in § 2 bedoelde voorwaarde, kan de Minister de erkenning intrekken.

Art. 28. Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie kan bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt, een gemotiveerd beroep bij de Administratie indienen binnen 30 dagen na ontvangst van de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning.

Art. 29. De Commissie stuurt het volledige dossier binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige beroepsdossier naar Wallonie Entrepreneurs. Wallonie Entrepreneurs bericht ontvangst binnen 15 dagen en brengt advies uit aan de Minister binnen 30 dagen na ontvangst van het beroep. Als die termijn niet in acht genomen wordt, wordt het advies niet meer vereist.

Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie kan Wallonie Entrepreneurs vragen om gehoord te worden.

De Minister bevestigt of herroept zijn oorspronkelijke beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van Wallonie Entrepreneurs. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing stuurt de Administratie de beslissing naar de aanvrager per aangetekende post of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt.

HOOFDSTUK 8. — *Opschorting, intrekking en terugbetaling van de subsidie*

Art. 30. § 1. De Minister kan de subsidie opschorten of intrekken.

§ 2. De Administratie stelt het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie op de hoogte van de verwijzing naar de Commissie. Deze informatie specificeert de voorwaarden waaraan niet is voldaan met betrekking tot het decreet van 13 december 2023 en dit besluit, geeft de gevolgen aan en de mogelijkheid om toegang te krijgen tot het administratieve dossier. Bij deze gelegenheid nodigt de Administratie het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie uit voor een hoorzitting, die ten vroegste een maand na deze informatie plaatsvindt, voor de Commissie, tijdens welke het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie of zijn advocaat zijn opmerkingen kan indienen, met bijvoeging van eventuele bewijsstukken.

De Commissie geeft haar advies aan de Minister binnen vijftien dagen na de dag na de hoorzitting van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie.

§ 3. Op basis van het advies van de commissie kan de Minister binnen zestig dagen na de in § 2 bedoelde hoorzitting de subsidie van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie opschorten of intrekken.

§ 4. De beslissing tot opschorting of intrekking van de subsidie wordt door de Administratie aan de het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie meegedeeld bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt.

Art. 31. Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering worden ten onrechte betaalde subsidies, ook wanneer de in artikel 13 bedoelde berekening een negatief resultaat oplevert, door de Administratie teruggevorderd met alle rechtsmiddelen, inclusief door verrekening.

HOOFDSTUK 9. — *Partnerschap*

Art. 32. De Minister bepaalt het model van partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 9, § 1, 8°, van het decreet van 13 december 2023.

Het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie beschrijft de geïmplementeerde partnerschappen, in het bijzonder met Wallonie Entrepreneurs, de Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie, en de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie.

Het doel van het partnerschap is enerzijds om het voor projectdragers of ondernemers gemakkelijker te maken om toegang te krijgen tot financiering voor hun projecten en anderzijds om projectdragers in contact te brengen met deskundigen zoals economische ontwikkelingsoperatoren, Europese bedrijfsinnovatiecentra, bedrijfsfederaties in de sociale economie, concurrentiepolen en universitaire onderzoekscentra, met het oog op het vergemakkelijken van hun ondernemersaanpak en hun integratie in bedrijfsnetwerken.

HOOFDSTUK 10. — *WALTER*

Art. 33. WALTER dient elk jaar vóór 30 juni bij de Administratie het activiteitenverslag in dat bedoeld is in artikel 25, lid 2, van het decreet van 13 december 2023. Dat verslag bevat de volgende gegevens:

1° de algemene doelstellingen van W. ALTER;

2° een evaluatie van haar activiteiten tijdens het afgelopen jaar, met inbegrip van de taken die de Regering aan W. ALTER heeft gedelegeerd;

3° de middelen waarover ze beschikt en die aangewend moeten worden naar gelang van de evolutie van haar activiteiten;

4° een analyse van de ontwikkelde partnerschappen, in het bijzonder met het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie en de incubator die moet worden ontwikkeld om haar activiteiten met succes te kunnen uitvoeren;

5° de door een bedrijfsrevisor gecertificeerde rekeningen van de instelling.

Het verslag wordt jaarlijks voorgelegd aan de regering, de Administratie en de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie.

Art. 34. De subsidie bedoeld in artikel 25 van het decreet van 13 december 2023 wordt als volgt betaald:

1° een eerste tranche van 75 procent vanaf de datum van kennisgeving van de subsidietoekenning;

2° een tweede tranche voor het saldo.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt de tweede tranche vereffend na analyse en validatie van de balans van de rekeningen van het vorige boekjaar, gecertificeerd door de commissaris, het beheersverslag van de raad van bestuur, het activiteitenverslag en op basis van een aangifte van schuldvorderingen in tweevoud ten laatste op 30 juni.

HOOFDSTUK 11. — Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie

Art. 35. § 1. De Waalse incubator gespecialiseerd in de sociale economie is een fysiek en digitaal platform voor actoren uit de sociale economie, projectdragers en bedrijven uit de sociale economie in het Waalse Gewest.

§ 2. De Minister bepaalt de financiering van de incubator in het kader van het beheerscontract. In dit contract is bepaald dat het bedrag van de financiering elk jaar in januari wordt aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) als bedoeld in hoofdstuk II van titel I van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bevestigd door de wet van 30 maart 1994. Deze indexering is beperkt tot de groei van de algemene begroting voor primaire uitgaven zoals bepaald door het Waalse parlement.

Het beheerscontract voorziet in de indiening van een jaarlijks activiteitenverslag bij de Administratie en een vierjarig actieplan met kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren, waarvan de praktische modaliteiten door de Minister worden vastgesteld. Het actieplan wordt door de Minister gevalideerd.

De Minister bepaalt de statuten van de incubator.

§ 3. Het dienstenaanbod van de incubator wordt samengesteld in samenwerking met de actoren in het ecosysteem, waaronder het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie, de Administratie, Wallonie Entrepreneurs, sectorale federaties van de sociale economie en de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie. Het doel is om een dienst aan te bieden die geharmoniseerd is met het referentiekader van producten en deliverables van Wallonie Entrepreneurs, die de missies van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie aanvult en die coherent is met het ecosysteem van de sociale economie.

Het incubator model heeft een unieke digitale toegangspoort met regionaal bereik. Om tegemoet te komen aan lokale en territoriale behoeften zijn de diensten van de institutionele incubator gedecentraliseerd op het niveau van de Waalse provincies. Deze territoriale spin-off, waarvan de voorwaarden door de Minister worden vastgelegd in het beheerscontract, wordt aangestuurd door de institutionele incubator in overleg met de Administratie, Wallonie Entrepreneurs en de vereniging(en) bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie.

HOOFDSTUK 12. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 36. In 2024 worden de verschillende termijnen voor de erkenningsprocedure als volgt vastgesteld:

1° de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie die erkend zijn op grond van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie moeten uiterlijk op 30 juni 2024 een driejarig actieplan als bedoeld in artikel 16 van het decreet indienen;

2° de Commissie brengt uiterlijk op 31 oktober 2024 advies uit;

3° de Minister neemt uiterlijk op 30 november 2024 een beslissing over de erkenningsaanvraag.

Art. 37. De artikelen 9 tot en met 13 en de artikelen 33 tot en met 36 hebben uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 38. De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,

Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205087]

30 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire de l'Action sociale et la Santé et l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant la nomenclature des prestations et interventions visée à l'article 43/7, 1°, du Code de l'Action sociale et de la Santé et à l'article 10/8 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 43/11, § 1^{er}, inséré par le décret du 8 novembre 2018,

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant la nomenclature des prestations et interventions visée à l'article 43/7, 1°, du Code de l'Action sociale et de la Santé et à l'article 10/8 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2024;